

EUROPE DE L'OUEST, UN DÉVELOPPEMENT DES TRES GRANDS TROUPEAUX SOUVENT CONTRARIÉ PAR LES CITOYENS ET LES POUVOIRS PUBLICS

par Christophe **PERROT**

Institut de l'Élevage

Lors du recensement agricole réalisé en 2020 dans les 27 pays de l'Union européenne, 826 030 exploitations ayant des vaches laitières ont été dénombrées (Eurostat). Elles élevaient 20 901 500 vaches laitières. Si l'on met de côté la moitié de ces exploitations laitières qui élèvent moins de 10 UGB (2 vaches laitières de moyenne), surtout présentes en Roumanie, Bulgarie, Pologne, Lituanie, les autres, **401 130** (49% des exploitations pour 96% des vaches), élèvent **50 vaches laitières en moyenne**.

6 560 exploitations de plusieurs centaines de vaches laitières élèvent 14% des vaches de l'UE pour probablement 18% de la production mais sont quasiment absentes de France

Depuis 2013, les élevages laitiers sont classés par Eurostat en classes d'UGB (tous animaux) et non plus de vaches laitières. **6 560 élevages laitiers** sont présents dans la dernière classe qui élèvent plus de 500 UGB, soit 0.8% des élevages (ou le double si on exclut les élevages de moins de 10 UGB). Ils élèvent **en moyenne 439 vaches laitières**, 2,9 millions au total, soit **14% du cheptel européen**. Compte tenu du rendement laitier de ces vaches, inconnu mais bien supérieur à la moyenne (d'environ 7700 kg par vache et par an), **18% de la production européenne de lait seraient issus de ces exploitations** (avec une hypothèse à 10 000 kg/VL/an).

Cette approche globale (0.8% des exploitations, 14% des vaches laitières) masque une forte diversité entre pays, avec une trace encore importante de l'histoire agricole particulière des pays d'Europe de l'Est et la phase de collectivisation de l'agriculture, au moins partielle (Pologne), qui avait créé des structures agricoles et laitières importantes. Celles-ci ont été privatisées après la chute du Mur de Berlin, typiquement rachetées en grande partie par l'ancien directeur de la structure collective, puis ont continué à évoluer dans le cadre de l'Union européenne.

2 groupes de pays dépassent très largement la moyenne européenne de 14% des vaches laitières dans ces plus grands troupeaux :

- **60% et plus des vaches laitières de Tchéquie, Hongrie, Estonie, Slovaquie**. Avec une proportion bien moindre pour les exploitations en raison de la coexistence avec de petites exploitations, nettement moins présentes en Tchéquie.
- **45% au Danemark**, connu pour avoir anticipé la fin des quotas avec un plan stratégique national consistant à opérer une substitution capital-travail à marche forcée.

Comme souvent pour les analyses laitières, la position moyenne de l'Allemagne (19% des vaches pour 2,7% des exploitations) masque les différences entre :1) **l'Allemagne de l'Est**, proche de la Tchéquie (**70 à 80% des vaches selon les Länder**, souvent pour 1/3 à 40% des

**GRANDS TROUPEAUX LAITIERS
SÉANCE DU 5 JUIN 2024**

exploitations en l'absence de petites exploitations ; 2) l'Allemagne du Nord-Ouest, avec une position proche de la moyenne UE ; 3) La Bavière et le Bade Wurtemberg dans lesquels ces exploitations n'existent pas ou sont couvertes par le secret statistique.

Ces différences internes existent également pour l'**Espagne**. Si l'on retire la Galice et la corniche cantabrique, la situation s'approche de celle du Danemark. C'est un peu le cas également pour l'**Italie**, mais dans une moindre mesure puisque ces grandes exploitations ne concernent que la plaine du Pô.

Statistiquement, ces « grandes » exploitations laitières n'existent pas en France (3,1% des vaches, 1,3% des exploitations), 2^{ème} pays laitier de l'UE et quasiment dernier sur ce classement, et dans aucune des régions françaises.

Le nombre absolu de ces « grandes » exploitations laitières françaises (n=750) arrive toutefois en 3^{ème} position derrière l'Allemagne et l'Italie, mais leur taille moyenne est presque 3 fois plus faible (142 vaches et non 439 comme dans l'UE, ce qui est techniquement très différent). En réalité, elles n'appartiennent pas ou très rarement à la même catégorie. Et la France est le seul pays dans ce cas : **les exploitations de quelques centaines de vaches (sans parler pour l'instant de milliers) existent partout en Europe, sauf en France, en Wallonie et en Autriche**. La minorité de grandes exploitations laitières roumaines gère 526 vaches, 458 en Pologne, etc.

Une comparaison France/Allemagne, non plus en classe d'UGB (tous animaux) mais en classes de vaches laitières (dont 200-500 et >500) confirme complètement ce constat.

Evolution de ces grandes exploitations laitières dans l'UE ?

De 2010 à 2020, ces exploitations sont passées de 1,9 à 2,9 Millions de VL (+50% ; pour une part de marché de 9 à 14%), pour moitié en raison d'une augmentation de leur nombre qui n'est pas spectaculaire (de 5 390 à 6 560, +22%) et pour l'autre moitié grâce à leurs croissances individuelles (la moyenne est passée de 357 à 439 vaches).

Les exploitations de plus de mille vaches (au nombre de 200 en 2005) progressent mais restent l'exception et sont totalement absentes de France

Les exploitations laitières de dimension nettement plus importantes (1000 VL et plus), ne sont pas accessibles avec les statistiques publiques européennes. En 2005 (après l'élargissement de l'UE et en intégrant les données de Roumanie, Bulgarie qui ne seront intégrées qu'en 2007), la Commission européenne estimait leur nombre à 200 exploitations laitières environ (0,002% des 2,6 millions d'exploitations laitières de l'époque pour un peu plus d'1% des 23,5 millions de vaches de l'époque).

Au Royaume-Uni il y en avait 10 en 2010 contre 34 en 2022 pour la seule Angleterre et un nombre moins bien connu mais nettement inférieur pour le reste du royaume (AHDB à partir de données DEFRA, *Welsh & Scottish Government*).

Au Danemark, 40 en 2016 (mais peut-être pas avec toutes les vaches sur le même site). Y compris en agriculture biologique, une variante du système danois, à 1000 vaches ou presque.

En Espagne, 49 exploitations ont produit plus de 8 millions de Kg de lait en 2022 (15 millions de kg en taille moyenne, soit probablement 1500 vaches) contre 31 en 2017 (*Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, 2023*).

GRANDS TROUPEAUX LAITIERS SÉANCE DU 5 JUIN 2024

En Allemagne, il y avait 587 exploitations de plus de 500 VL fin 2023 (un peu plus de 800 vaches de moyenne), en faible progression depuis 2017 (n=553) après une progression plus nette durant la sortie des quotas (n=433 en 2013) sans que la taille moyenne de ces exploitations ait bougé (DESTATIS). Le nombre d'étables de plus de 1000 vaches est inconnu mais avec une moyenne aussi basse pour les plus de 500 vaches, ce nombre a de grandes chances d'être compris entre 50 et 100.

Au final, le nombre d'étables de plus de mille vaches a dû augmenter depuis 2005 mais en restant faible (peut-être 400 au lieu de 200). Et leur croissance n'est clairement mesurée qu'en Espagne.

Néanmoins dans tous les pays cités, des projets de création de ce type d'élevage de plus de mille vaches existent ou ont existé. Ils font toujours l'objet de contestations virulentes de la part d'associations locales et ces contestations se traduisent parfois par une évolution des réglementations. Le seuil de taille qui déclenche ce genre de protestations varie de façon importante selon les pays :

- 20 000 vaches laitières en Espagne sur un seul site, ce qui a entraîné un plafonnement des futurs projets à 850 UGB (moins en vaches si élevage des génisses)
- 8 000 au Royaume Uni
- 3 300 en Allemagne du Nord-Ouest
- 1 000 en France ou dans le Bade Wurtemberg (Allemagne du Sud). En France l'opposition à la « ferme des mille vaches » explique probablement que le nombre d'étables de plus de 400 vaches laitières, pourtant très faible (à peine plus d'une dizaine) a baissé pendant plusieurs années suite à sa fermeture, avant de retrouver son niveau initial.

Ce n'est pas un hasard si les projets les plus importants ont émergé en Espagne (existence de zones avec de faibles densités d'habitants et d'exploitations agricoles ; systèmes laitiers moins autonomes pour l'alimentation des vaches ce qui réduit le besoin en foncier ; primes au volume de lait ; stimulation de la production proche des bassins de consommation par les industries laitières en dehors de la Galice et la corniche cantabrique ; schémas de développement et de fonctionnement apparentés aux exploitations porcines des mêmes régions). Ailleurs, l'occupation des territoires (routes, habitants), un minimum de lien au sol, limite la taille des projets sous peine de difficultés logistiques insurmontables qui ruinerait l'intérêt de ces projets dont les motivations sont économiques (économies d'échelle sur les investissements et le fonctionnement avec possibilité de passer la traite en 3x8 avec des équipes de trayeurs y compris la nuit comme en Allemagne de l'Est). C'est aussi le lien au sol qui explique que ce système de production de très grande taille qui existe en Nouvelle Zélande, ne s'y développe pas. Même avec des parcelles groupés, il ne peut pas être aussi économe en concentré et pâturant que des élevages de quelques centaines de vaches.

Les raisons invoquées lors des protestations locales sont comparables d'un pays à l'autre, bien que les seuils de sensibilité soient différents : craintes d'atteinte à l'environnement (pollution de l'eau, de l'air, trafic routier, systèmes non herbagers, transformation du paysage...), concurrence déloyale avec le modèle d'agriculture familiale, pression foncière ou sur les ressources (dont l'eau en Espagne), santé et bien-être animal.

Conclusion

Le risque de voir se développer massivement des exploitations laitières de plus de 1000 vaches laitières en Europe de l'Ouest est donc très faible. Bien plus faible que celui de voir la production des principaux bassins de production de l'Europe continentale (sauf France, Belgique, Pays-Bas) se structurer autour d'exploitations de quelques centaines de vaches qui peuvent se révéler extrêmement rentables sous condition de prix du lait et de disponibilité en salariés. C'était typiquement le cas en 2022, avec des « résultats » de 400 000 € par équivalent temps plein non salarié au Danemark. Un résultat que le « chef d'exploitation » devra désormais souvent partager avec ses actionnaires. Ces exploitations pourraient se tailler une part de marché de plus en plus importante dans les importations françaises de produits laitiers qui ne cessent d'augmenter et pourraient passer de 30 à 40% de la consommation entre 2023 et 2033.

Mini-cv.



Christophe PERROT est chargé de mission Economie et Territoires au département Economie de l'Institut de l'Elevage. Il étudie l'évolution des exploitations d'élevage d'herbivores, et plus spécialement de bovins laitiers, en France, en Europe et parfois au-delà. Le plus souvent dans le cadre d'analyses comparées entre régions ou pays pour relier des dynamiques territoriales contrastées à divers déterminants : organisation des filières, adéquation offre/demande (en quantité et qualité), politiques publiques, caractéristiques des milieux naturels et socio-économiques.

<https://www.linkedin.com/in/perrotchristophe>